

« Le pari français d'Emmanuel Macron au Liban »



Pascale Asmar, chercheuse sur les discours médiatiques et politiques (1).

PHOTO : DR

« À la veille du deuxième déplacement en moins d'un mois d'Emmanuel Macron au Liban, les consultations parlementaires ont abouti à la nomination de Mustapha Adib, une figure peu connue du grand public. L'homme étant, à l'origine, un professeur d'université parachuté en 2013 au poste d'ambassadeur à Berlin.

Mais Adib jouit du soutien de son proche Najib Mikati, ancien Premier ministre et homme d'affaires, tout comme des diverses factions politiques qui voient en lui une figure con-

sensuelle non provocatrice.

L'on voit encore mal comment le nouveau venu pourra endosser son rôle de Premier ministre dans un pays qui ploie sous le poids d'une crise économique envenimée par le coronavirus et l'explosion du port de Beyrouth.

« Une nomination sous la bénédiction française »

L'homme devra juguler les diverses pressions politiques et, même s'il affirme vouloir former un gouvernement de technocrates indépendants, il lui est quasiment impossible, dans sa position consensuelle, de ne pas se soumettre à l'emprise de ceux qui l'ont nommé.

Ce qui entraverait d'ores et déjà le plan des réformes qu'il est supposé

mettre en place et le pousserait à commettre la même erreur que son prédécesseur, Hassan Diab, avec qui il partage d'ailleurs certains traits : une personnalité falote, un manque d'expérience sur la scène politique, sans parler de sa non-représentativité sunnite, sa légitimité confessionnelle étant assurée uniquement par les quatre anciens premiers ministres qui l'ont nommé.

La nomination d'Adib, qui s'est faite hâtivement à la veille de visite du président français, a également bénéficié de la bénédiction française. Dans ce contexte, le Hezbollah s'est dit prêt à toute négociation en mesure de faire sortir le Liban du borbier, mais dans la limite du possible à savoir, notamment, la facilitation de la formation du gouvernement à travers la nomination de personnalités non partisans approuvées du Hezbollah. Mais le Parti de Dieu reste peu

enthousiaste face à certaines réformes dont le contrôle des capitaux ou encore les législatives anticipées.

« Trois mois de sursis »

Le Hezbollah profite de la main tendue des Français alors qu'il est largement boudé sur la scène internationale. En contrepartie, la France ne peut pas entreprendre un rôle médiateur au Liban sans passer par le Hezbollah politique, un des acteurs incontournables de la scène libanaise.

Mais cette mission est semée d'embûches notamment parce que le Hezbollah politique est inséparable de son bras armé, ce qui risque d'être un casse-tête pour la diplomatie française. Malgré tout, Emmanuel Macron, en visite pour la deuxième



Emmanuel Macron à son arrivée à Beyrouth, le 31 août.

PHOTO : STÉPHANE LEMOUTON, MAXPPP

fois à Beyrouth, concède trois mois de sursis aux dirigeants libanais pour qu'ils forment un gouvernement et entreprennent les réformes visant à débloquer l'aide internationale.

Cette prise de position provoque le

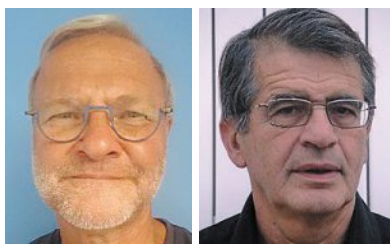
mécontentement de la rue qui espérait des sanctions en mesure de dépêcher l'effondrement du système effrité et suscite des réserves quant au rôle mandataire que semble assumer le président français face à une classe politique délégitimée.

Si la feuille de route française a été scellée par la promesse de la concrétiser, reste que sa mise en place s'avère une mission impossible. Ainsi, au lendemain du départ du président français, le vieux jeu du départage politico-confessionnel du pouvoir reprend de plus belle.

Quant au Hezbollah, sensible à la prochaine phase, notamment les élections américaines, son ouverture n'est point synonyme d'engagement. Le pari français risque de couler à pic. >>>

(1) Et professeure de linguistique à l'Université Libanaise.

« L'abstention, ultime avertissement des Invisibles de la République ? »



Patrice Obert, président des Poissons roses (1), et Michel Simonnet, rédacteur du rapport sur les Invisibles de la République.

PHOTO : DR

« Y aurait-il de bons et de mauvais électeurs, autrement dit « les visibles » et « les invisibles » ?

Les couches sociales éduquées des métropoles ont voté Vert aux municipales, illustrant un positionnement politique original. Pour les élections locales, elles votent écolo afin de défendre leur style de vie. Elles restent attachées à la gauche pour maintenir l'État-providence en matiè-

re d'éducation, de santé, de retraite. Pour les élections nationales, elles votent Macron et son pragmatisme européen. Ces couches sociales ne trouvent actuellement aucun parti pour représenter leurs attentes et elles arbitrent en fonction des élections nationales ou locales, donnant le tournis aux commentateurs.

Les électeurs abstentionnistes s'apparentent aux nouveaux Invisibles de la démocratie, ceux-là mêmes que nous avons étudiés. Ils dépassent la majorité avec plus de 60 % des électeurs ! Qui sont-ils ?

« Voies de traverse »

Parmi les Invisibles, on trouve les « isolés », ces huit millions de personnes qui n'ont de contact qu'avec leurs boulangers et leurs épiciers, mais aussi les « précaires » et les six mil-

lions de personnes inscrites à Pôle emploi, les personnes et familles dans les filets sociaux de l'État-providence. Toutes ces personnes sont restées invisibles dans les programmes municipaux. Le cas du vote des quartiers est emblématique. L'abstention y dépasse en général le taux des 70 %. Observant que les questions sociales sont réservées au monde des syndicats dont ils sont exclus, les Invisibles ne peuvent défendre leurs demandes sociales légitimes pour lutter contre la précarité qu'en utilisant des voies de traverse.

Prenons les Gilets jaunes. Pour lutter contre le précaire, exprimer leur colère, réclamer respect et dignité, tenter enfin de faire évoluer leur situation sociale, ils sont incapables de formuler une base revendicative sociale dans le cadre du système politique actuel, expriment leur désarroi par des demandes de non-discrimination sociale et raciale.



« Les électeurs abstentionnistes s'apparentent aux nouveaux Invisibles de la démocratie. »

PHOTO : ARCHIVES STÉPHANE GEUFFROIL, OUEST-FRANCE

En clair, il n'y a pas de forces politiques pour représenter les intérêts de ces populations « invisibles ». Tiens !

Elles représentent 60 % de la population ! Le vélo en ville ne les concerne pas et les repas bio sont pour elles un

luxu. Comment s'étonner qu'elles ne se sentent pas concernées par le vote ! Elles ne peuvent qu'adopter une démarche de rejet du système, utiliser l'espace de liberté d'expression des réseaux sociaux pour défendre des thèmes de mobilisation non économiques (dignité, antiracisme), se déployer dans la rue ou... se réfugier au RN.

Faudra-t-il créer une Convention citoyenne des Invisibles ? >>>

(1) Les Poissons roses, plateforme de réflexion de chrétiens de gauche, ont commencé, avant la crise des Gilets jaunes, une enquête sur les Invisibles de la République. Elle ne sera publiée par le Cerf qu'au premier semestre 2021, pour cause de Covid-19. Leurs principales conclusions sont postées sur leur site poissonsroses.org. Ils y analysent les résultats des élections municipales du 28 juin à travers le prisme de leur enquête.



NOUVELLE TOYOTA YARIS HYBRIDE

LA LIBERTÉ EN MOUVEMENT



Toyota Easy Flex
6 mois sans engagement⁽¹⁾

À partir de 199€ / mois⁽²⁾

Entretien inclus & sous condition de reprise⁽³⁾

MADE IN FRANCE

Gamme Nouvelle Yaris Hybride : consommations (L/100 km) et émissions de CO₂ (g/km) en conditions mixtes selon norme WLTP : 3,8 à 4,3 et 87 à 100.
(1) 6 mois sans engagement sur la durée. Offre réservée aux particuliers, valable pour toute souscription à l'Option liberté permettant de restituer le véhicule de manière anticipée sans indemnité de résiliation entre le 31^{ème} jour et le 6^{ème} mois révolu après livraison. (2) Exemple de **location longue durée sur 37 mois et 30000 km, entretien inclus dans la limite de 37 mois & 30000 km (au 1^{er} des 2 termes atteint), pour une Nouvelle Toyota Yaris Hybride France : 1^{er} loyer majoré de 2990 € suivi de 36 loyers de 199 €/mois, tenant compte d'une remise de 2000 € et d'une aide à la reprise pour un véhicule de plus de 8 ans de 500 €. (3) Offre valable dans le réseau participant, non cumulable, pour toute commande jusqu'au 31 octobre 2020 d'une Nouvelle Toyota Yaris Hybride France neuve. Sous réserve d'acceptation par TOYOTA FRANCE FINANCEMENT, RCS 412 653 180 - intermédiaire d'assurance européen : n° D-P3GY-MUFY9-27 consultable sur www.orias.fr. Modèle présenté : Nouvelle Toyota Yaris Hybride Première neuve à 283 €/mois. LLD** de 37 mois & 30000 km : 1^{er} loyer de 2990 € suivi de 36 loyers de 283 €/mois. Made in France = Fabriquée en France.